

Israël-Iran : la guerre de trop ?

Denis Bauchard

Soutenue par les États-Unis, et non condamnée par les pays européens, la guerre déclenchée par Israël contre l'Iran ne peut qu'ajouter du chaos au chaos : au Moyen-Orient, en nourrissant les haines des populations victimes de l'hubris guerrier d'Israël, et au-delà, en confirmant la marche vers un monde où la force prévaut sur le droit.

Depuis plus de trente ans, Israël mène une guerre de l'ombre contre l'Iran. Le 13 juin eu lieu un basculement majeur : une attaque massive contre le territoire iranien, avec certes des objectifs militaires, mais également une visée politique, déstabiliser le régime de la République islamique. Cette guerre était une obsession de Netanyahou depuis longtemps. Estimant que la question palestinienne n'est qu'un « *conflit de basse intensité* » que l'on peut régler en « *tondant la pelouse* » régulièrement, il a, non sans succès, dénoncé la « menace existentielle » que fait peser l'Iran sur la sécurité d'Israël. Malgré les réticences initiales de Tsahal, Netanyahou a réussi à convaincre la classe politique et même, après le 7 octobre, l'opinion publique de s'engager dans une telle guerre. Les États-Unis ont longtemps déjoué toute initiative en ce sens, y compris Donald Trump lors de son premier mandat. Celui-ci a enfin cédé lors d'une récente conversation téléphonique avec le premier ministre israélien.

Il est vrai que de nombreux facteurs poussaient dans ce sens. Certes, la guerre à Gaza et ses prolongements en Cisjordanie, au Liban et au Yémen

n'ont pas encore débouché sur une « *victoire totale* ». Le Hamas, comme le Hezbollah et même les Houthis n'ont pas été anéantis et continuent de faire peser des menaces sur la population israélienne. Mais ils ont été très affaiblis. L'Iran peut difficilement compter sur ses proxys pour menacer la sécurité d'Israël. Par ailleurs l'Iran continue de faire face à une grave crise économique, sociale et politique. Si le mouvement « Femme, Vie, Liberté » semble s'essouffler, le rejet du régime par une grande partie de la population, notamment les jeunes, est évident.

Une guerre contestée

Toujours traumatisé par le 7 octobre et pris dans le syndrome de la forteresse assiégée, Israël a donc décidé de poursuivre à l'échelle du Moyen-Orient une politique marquée par un hubris belliciste et le mépris du droit international avec la volonté affichée de « remodeler le Moyen-Orient ». Cette nouvelle guerre contre l'Iran, menée au nom de « *la défense de la civilisation* », a fait l'objet d'une large condamnation au niveau international, qui n'a pas troublé les dirigeants israéliens soutenus par leur opinion publique. Or, aux yeux du droit international, « l'attaque préventive » déclenchée le 13 juin est bien un « acte d'agression », condamnée par la charte des Nations-Unies. On ne saurait considérer qu'il s'agit d'un acte de légitime défense, qui en toute hypothèse doit être proportionnel à une éventuelle agression, ce qu'Israël se garde bien d'invoquer. Il en est de même des assassinats ciblés, pratique déjà largement développée par Israël qui relève d'une justice expéditive dépourvue de fondement juridique. Quant aux attaques contre les installations nucléaires, elles sont également contraires aux accords conclus dans ce domaine comme le directeur général de l'AIEA l'a fait observer. On peut s'étonner qu'une telle illégalité n'ait pas été relevée par la plupart des pays européens dont la France, pourtant attachés à un ordre fondé sur le droit international. Bien plus, le chancelier allemand, non sans cynisme, se réjouit qu'Israël « *fasse le sale boulot* ».

On peut s'interroger sur les motifs donnés pour déclencher une telle guerre par un pays qui se présente volontiers comme un David face au Goliath iranien. Le « menace existentielle » invoquée depuis des décennies est-elle réelle ? À ce jour, on peut en douter. Les propos de Jacques Chirac, interrogé le 29 janvier 2007 en *off* par des journalistes, qui avait fait observer qu'une éventuelle bombe lancée depuis l'Iran par Téhéran « *n'aura pas fait 200 mètres dans l'atmosphère que Téhéran sera rasé* », avait relevé ce fantasme. Ces propos à l'emporte-pièce demeurent valables. En effet, si Israël dispose actuellement de près de 300 ogives nucléaires, l'Iran qui a certes atteint le seuil de 60 % d'enrichissement, n'en possède pas. Il semble d'ailleurs qu'aucune décision politique n'ait été prise de se doter d'un arsenal nucléaire, et aussi bien les services de renseignements américains que l'AIEA ont indiqué qu'ils n'avaient aucune preuve d'une *weaponisation*, c'est-à-dire d'un début de fabrication d'une bombe nucléaire. Prétendre que l'Iran serait capable de fabriquer 10 bombes en quelques jours n'a aucun fondement. Encore faudrait-il les miniaturiser et les adapter sur un vecteur pour les rendre opérationnelles, ce qui prendrait des années.

Un combat sans merci

Les objectifs israéliens sont ambitieux. À la fois militaires et politiques ils ont été, pour certains, clairement exposés : casser les capacités militaires de l'Iran, y compris en ciblant personnellement les principaux responsables du commandement ; détruire les installations nucléaires ; déstabiliser un régime qui vise à la destruction. À ces objectifs affichés on peut ajouter la volonté de détruire des infrastructures civiles et l'industrie pétrolière.

De fait Israël, qui possède une supériorité militaire écrasante sur l'Iran, a les moyens de ses ambitions. Son armement est en termes quantitatifs, notamment en ce qui concerne l'armée de l'air, bien supérieur à celui de l'Iran. Le décalage est encore plus frappant si l'on se réfère à la qualité de ses équipements. Face à des F 35 de dernière génération, l'Iran ne dispose que d'appareils le plus souvent obsolètes qui remontent parfois à la période du Chah. Ses services de renseignement largement infiltrés sur le territoire iranien sont particulièrement performants, comme le prouve la précision de

ses tirs. Il utilise les technologies de pointe, notamment en matière de cybersécurité. Ceci résulte d'un effort d'armement continu considérable – en 2023, 27 Mds/\$ soit 5,3 % du PIB contre 10 Mds/\$ soit 2,1 % du PIB. Les seuls domaines où l'Iran représente une vraie menace sont les drones et les engins balistiques, avec une gamme de missiles de courte, moyenne et longue portée dont certains sont hypersoniques. Mais cet arsenal se heurte à l'efficacité du système de défense israélien, le Dôme de fer, alors que ses propres capacités en la matière sont rudimentaires. Un autre élément de puissance du côté israélien est que son arsenal s'adosse pour l'essentiel aux États-Unis, qui assurent un acheminement continu et en temps réel des équipements et des munitions. De son côté l'Iran paraît bien seul. Il a certes des alliés - la Russie ou la Chine -, mais ces derniers n'ont pas, par-delà les déclarations verbales, l'intention de s'engager. Ainsi malgré les décalages entre les deux pays en termes de population ou d'effectifs militaires, la supériorité israélienne est incontestable.

Cependant cette supériorité militaire n'est pas à elle seule une assurance de victoire. La distance – de 1600 à 2500 kilomètres - du champ de bataille est un vrai handicap pour l'attaquant. La dimension de ces deux champs de bataille joue en faveur de l'Iran. La capacité de résilience de la population est plus forte dans un pays qui a connu, depuis 45 ans, des guerres et de lourdes sanctions. Mais surtout, une guerre ne peut se gagner par la seule voie de frappes aériennes, aussi brutales soient-elles : un engagement de troupes au sol est indispensable mais pour des raisons évidentes, inenvisageable.

**Une guerre ne peut se gagner par la seule voie de frappes
aériennes, aussi brutales soient-elles.**

Un avenir incertain

Les douze jours de combat - du 13 au 24 juin -, initiés par Israël, malgré la vigueur et la multiplicité des frappes menées par Tsahal, restent indécis en dépit du soutien puis de l'engagement américain sur les sites nucléaires. Certes, l'armée de l'air israélienne contrôle l'espace aérien de l'Iran, permettant de mener de nombreuses frappes et de décapiter le haut commandement, endommager de nombreux sites militaires, et toucher également des installations nucléaires voire des infrastructures ou bâtiments à caractère civil. Mais l'Iran a répliqué par l'envoi de drones et de missiles dont seule une partie a atteint des cibles sur le territoire israélien. Le bilan de l'attaque des sites nucléaires majeurs que sont Fordo et Natanz, enfouis sous terre reste à faire à la suite de l'intervention américaine avec les avions furtifs B 2 porteurs des bombes anti-bunker GBU 57.

Le cessez-le-feu, proclamé de façon inopinée par Donald Trump, entré en vigueur le 24 juin, marque-t-il une étape vers la fin du conflit ? Accepté du bout des lèvres par Israël, il paraît bien fragile, tant les objectifs poursuivis par le gouvernement israélien n'ont pas été véritablement atteints. Les installations nucléaires ont certes été touchés, mais l'incertitude demeure sur l'ampleur des dommages subis. Par ailleurs, le stock de 400 kilos d'uranium enrichi reste intact. Quant au régime iranien, aucun signe de son effondrement n'est en vue.

Ainsi le risque que ce conflit reprenne, de façon ouverte ou intermittente, n'est pas écarté. Dans ce cas, sa poursuite pourrait déboucher sur des effets pervers. Si la reddition sans conditions relève de l'illusion, des conséquences dévastatrices pour la région comme pour le monde extérieur sont à craindre. Les expériences récentes – Irak, Libye, Afghanistan- montrent les limites du recours à la force pour obtenir un *regime change*. D'ores et déjà, des scénarios pervers apparaissent, dont celui de la chute du régime des mollahs. Si celui-ci est effectivement rejeté par une grande partie de la population, il ne semble pas encore vacillant. La brutalité de l'appareil répressif, l'absence d'opposition organisée à l'intérieur, la fragmentation d'une opposition extérieure déconnectée lui donnent encore des chances de survie. Pour l'instant, la population semble plus encline à fuir les grands centres urbains visés par l'aviation israélienne pour aller se réfugier dans des zones plus calmes, voire à

l'étranger, qu'à manifester ou se mobiliser pour faire tomber le régime. À supposer que des signes de fractures apparaissent, le risque de guerre civile entraînant des affrontements armés à l'intérieur du pays et aboutissant à son éclatement à l'initiative des minorités discriminées – Kurdes, Baloutches, Arabes – est un scénario hypothétique pour l'instant peu probable.

Dans l'immédiat, le renforcement du régime au profit de ses éléments les plus durs – les Gardiens de la révolution – au détriment de l'aile réformatrice, n'est pas à exclure. Quand bien même Israël poursuivrait sa politique des assassinats ciblés en atteignant notamment le Guide, le régime a suffisamment de réserve en cadres pour diriger ses structures de gouvernance et de répression. Il peut instrumentaliser le nationalisme ombrageux des Persans en s'appuyant sur les effets d'une agression extérieure qu'une majorité d'Iraniens critique. Un pouvoir venant dans les fourgons de l'étranger ne serait pas bien accueilli, même par les opposants intérieurs. Le régime est en outre capable de réparer les dommages subis et de poursuivre un programme nucléaire initié à l'origine par le Chah, qui n'est d'ailleurs pas véritablement contesté, y compris par l'opposition. En revanche, il est clair que « l'axe de la résistance » et son influence sont mis à mal par le succès tactique d'Israël.

Le risque de déstabilisation des pays riverains du Golfe inquiète aussi bien les États arabes voisins que les puissances extérieures, comme la Turquie, la Russie et surtout la Chine. Les monarchies du Golfe n'exigent plus de « tuer la tête du serpent. » Elles entretiennent avec l'Iran des relations apaisées et redoutent beaucoup plus un chaos qui mettrait en danger leurs exportations de gaz et de pétrole, de même que leur développement économique, en particulier si l'Iran devait bloquer le détroit d'Ormuz, menace déjà brandie par le passé, mais pour l'instant jamais concrétisée. L'Égypte et la Jordanie qui connaissent de grandes difficultés économiques, sont également préoccupées par une telle perspective. La Turquie s'inquiète de l'impact que pourrait avoir une fragmentation de l'Iran sur la question kurde, qui reste toujours sensible. La Russie ne peut que voir favorablement une hausse des prix du pétrole liée à la situation dans le Golfe, et peut se réjouir que l'attention se détourne de l'Ukraine, mais elle peut s'inquiéter de voir un allié, actif dans l'effort de guerre en Ukraine, ainsi affaibli. Quant à la Chine, elle aurait tout à perdre des perturbations ou du renchérissement de son

approvisionnement énergétique. Le Moyen-Orient représente à lui seul 43 % de son approvisionnement pétrolier extérieur. En outre, sa forte présence économique pourrait être menacée et fragiliserait les routes de la soie de la région. Mais pour l'instant, ces inquiétudes russe et chinoise ne se manifestent que par des déclarations verbales contre « l'agression israélienne », sans s'accompagner d'aucun soutien effectif, politique ou militaire.

Malgré ses succès tactiques, Israël ne réussira pas à imposer une « *Pax Israeliana* » musclée : la stratégie suivie ne peut ajouter que du chaos au chaos. Au total, cette guerre achève de tuer le processus de normalisation des relations entre Israël et les pays de la région initiée par les accords d'Abraham, qui était en cours avant le 7 octobre 2023. La sécurité d'Israël risque d'être affectée négativement par cet aventurisme militaire. Cette nouvelle guerre occulte la tragédie qui se poursuit à Gaza et plus généralement la question palestinienne. Or la sécurité d'Israël ne sera véritablement assurée lorsqu'une solution politique permettant de répondre à une situation qui demeure inacceptable sera trouvée. En nourrissant les haines des populations victimes de l'hubris guerrier d'Israël, cette intervention fait de cette zone un vivier où ne peut que se développer un terrorisme qui, par-delà Israël, visera l'Europe qui se situe à sa proximité.

Mais au-delà du Moyen-Orient, plusieurs conclusions s'imposent. Ces événements tragiques ne font d'abord que confirmer la marche vers un monde où le recours à la force prévaut. L'ordre international bâti au lendemain de la Seconde guerre mondiale, fondé sur un droit international censé apporter la paix au monde, est bien mort, bafoué depuis le début du siècle à plusieurs reprises. D'abord par les États-Unis en 2003 en Irak, puis par la Russie en 2022 en Ukraine.

Cette guerre prouve ensuite, par l'absurde, que la dissuasion nucléaire est le seul moyen pour un pays d'assurer sa sécurité contre des attaques extérieures et de garantir sa souveraineté. Plusieurs pays de la région – Turquie, Arabie saoudite, Égypte, EAU – pourraient maintenant être tentés de se doter d'un programme nucléaire avec cet objectif.

Enfin, cette opération soutenue par les États-Unis et non condamnée par les pays européens, dont certains se sont réjouis ouvertement de l'agression israélienne, ne peut qu'alimenter le rejet de l'Occident et faire le jeu de la

Chine et de la Russie, dont l'influence reste forte malgré les déboires récents de Moscou en Syrie.

La *Pax americana* pourra-t-elle s'imposer face au bellicisme israélien ? Rien n'est moins sûr. L'expérience récente montre bien que Donald Trump est une personnalité erratique et manipulable. Benjamin Netanyahu en a témoigné avec succès à plusieurs reprises. Ainsi le jeu reste ouvert dans un Moyen-Orient chaotique où la force risque de prévaloir.